

Luc Coene, ancien gouverneur de la Banque Nationale de Belgique «Je me demande si un Grexit n'aurait pas été une meilleure solution»

LES PHRASES CLÉS

«J'ai des doutes sur la mise en œuvre de cet accord.»

«Je crains que la solution proposée ne provoque des sentiments négatifs en Grèce.»

«Nous devons mettre dans la balance les droits démocratiques respectifs de la Grèce mais aussi des autres pays de la zone euro.»

INTERVIEW

WOUTER VERVENNE

Luc Coene se montre très sceptique sur l'accord intervenu hier matin. Pour lui, «ce n'est pas parce que quelque chose se trouve coulé dans une loi grecque que ce sera effectivement mis en œuvre».

Que pensez-vous de l'accord conclu entre la Grèce et la zone euro?

J'ai des sentiments mêlés. Je me demande vraiment si c'est la meilleure solution pour la Grèce. La discussion porte sur l'essence même de l'union monétaire: la responsabilité doit-elle primer sur la solidarité ou bien la solidarité est-elle plus importante que la responsabilité? Les pays du sud mettent la solidarité en avant, tandis que le nord donne priorité à la responsabilité. Un des deux camps ne se retrouve forcément pas dans cet accord.

Vous pensez à la Grèce?

En effet.

Pour vous, un «Grexit» temporaire serait-il une meilleure solution?

C'est la question que je me pose. J'ai des doutes sur la mise en œuvre de cet accord. Ce n'est pas parce que quelque chose se trouve coulé dans une loi grecque que ce sera effectivement mis en œuvre. Il y a encore de nombreux écueils. Le Parlement grec et les Parlements de huit pays de la zone euro doivent encore approuver l'accord. Le chemin à parcourir est incroyablement difficile. Avec cet accord, on veut montrer que la participation à la zone euro est irréversible. Mais personne ne croit plus à cette irréversibilité. Certains pays de l'Union Européenne fonctionnent à la perfection en dehors de la zone euro. Si elle ne faisait pas partie de l'union monétaire, la Grèce serait davantage convaincue de la nécessité de prendre des mesures. Je crains que la solution proposée ne provoque des sentiments négatifs en Grèce.

Une sortie de l'euro ne serait-elle pas synonyme d'un terrible appauvrissement pour la Grèce?

Dans une première phase, un Grexit serait sans doute plus pénible. Mais l'économie grecque se reprendrait plus vite. Avec la réduction de valeur de la nouvelle monnaie, on pourrait obtenir de meilleurs résultats grâce à la hausse des exportations, et ce, de manière moins douloureuse.

Les restrictions budgétaires prévues dans l'accord ne vont-elles pas provoquer un nouveau recul de l'économie grecque?

En 2015, l'économie grecque devrait reculer, mais à partir de 2016, les choses devraient s'améliorer. Le secteur privé — d'où doit venir la croissance — n'est pas tellement développé. C'est ce qui explique que le pays a également besoin d'investissements publics, avec le soutien de l'Europe.

Cet accord est en totale contradiction avec les résultats du référendum grec. L'Europe respecte-t-elle ici le jeu démocratique?

Il n'y a pas que les règles grecques qui s'appliquent, mais aussi celles des populations des autres pays de la zone euro. Nous devons mettre dans la balance les droits démocratiques respectifs. La population grecque a dit via le référendum: nous ne voulons pas des réformes proposées par l'Europe parce que le gouvernement nous a dit que ces changements n'étaient pas nécessaires. Le gouvernement grec n'a pas dit la vérité à sa population.

L'accord ouvre la porte à un allègement de la dette, mais sans aucune promesse de la part de l'Europe.

Le traité européen ne permet pas d'effacer une partie de la dette grecque. Par contre, il est possible de la rééchelonner ou de réduire les taux d'intérêts. Mais on a déjà fait beaucoup de choses. Avec une dette souveraine de 170% de son PIB brut, la Grèce fait face à une charge d'intérêts inférieure à celle la Belgique, dont la dette représente 105% du PIB. Nous avons déjà accordé une énorme réduction de dette, mais on peut aller plus loin. Mais cela ne sera possible que si tous les pays créditeurs estiment que la Grèce avance dans la bonne direction.

Les contribuables belges ont déjà prêté des milliards à la Grèce dans des précédents accords. Pouvons-nous espérer revoir un jour cet argent?

C'est une très bonne question. C'est la raison pour laquelle nous devons insister pour que la Grèce vienne avec un plan sérieux. Les pays qui prêtent à la Grèce doivent s'assurer que l'argent sera bien utilisé pour que la Grèce puisse rembourser à terme.

«Le gouvernement grec n'a pas dit la vérité à sa population.»